



**PROGRESSIVE ALLIANCE** **ALIANZA PROGRESISTA**  
DE LAS AMÉRICAS  
OF THE AMERICAS

La crise politique et humanitaire au Nicaragua a atteint des niveaux très alarmants qui doivent inquiéter la communauté internationale et les forces démocratiques progressistes dans le monde et en particulier en Amérique latine.

La répression politique exercée par la dictature de Daniel Ortega se poursuit sans discrimination. Ces dernières semaines, elle s'est concentrée sur le harcèlement et l'emprisonnement de prêtres et d'un évêque de l'Église catholique, d'organisations de la société civile et de médias indépendants.

Un évêque, Monseigneur Rolando Álvarez, est de facto en prison sans aucune justification judiciaire, dix prêtres sont en prison et plus de 1800 organisations non gouvernementales ont été interdites à ce jour. Cinquante et un médias de tous types et 16 organes de presse ont été fermés.

Rien qu'en août 2022, la dictature a ordonné la fermeture de 23 médias de l'Église catholique, de stations de radio communautaires et de petites chaînes de télévision.

L'État policier est maintenu et les Nicaraguayens sont soumis à une atmosphère de terreur instaurée par la dictature à travers le contrôle des institutions de l'État, en particulier l'appareil judiciaire et la police, qui agissent comme les principaux exécutants de la répression dictatoriale.

Entre-temps, le nombre total de prisonniers politiques dépasse 205. Parmi eux, 14 dirigeants et militants du parti Unamos, dont 6 directeurs nationaux et sa présidente Suyen Barahona. Hugo Torres, vice-président, est mort en prison en février.

Comme cela a été systématiquement dénoncé, tous les prisonniers politiques sont soumis à la torture physique et psychologique, ce qui a été confirmé ces derniers jours lorsque, après plus de 400 jours, 27 d'entre eux ont été présentés. Leur détérioration physique et le risque pour leur vie sont palpables. En particulier, les femmes dirigeantes d'Unamos, Suyen Barahona, Ana Margarita Vijil, Tamara Dávila et Dora María Téllez, sont en état d'isolement et leur vie est réellement en danger.

Au vu de la situation actuelle au Nicaragua et de son aggravation :

Nous continuons à exiger la fin de la répression au Nicaragua.



**PROGRESSIVE ALLIANCE** **ALIANZA PROGRESISTA**  
DE LAS AMÉRICAS  
OF THE AMERICAS

Nous dénonçons devant la communauté internationale la dictature de Daniel Ortega, qui a détruit toutes les normes démocratiques, violé toutes les normes de coexistence et violé les droits de l'homme des Nicaraguayens.

Nous demandons aux gouvernements de la région, à l'Organisation des États américains (OEA), aux gouvernements européens, à l'Union européenne et au Secrétariat général des Nations unies de mettre en œuvre immédiatement les mesures diplomatiques et politiques appropriées face à l'ampleur du drame humanitaire et politique que vit le Nicaragua, afin que le régime Ortega ouvre la possibilité d'une solution démocratique.

Nous appelons toutes les organisations démocratiques et progressistes à mettre en œuvre des actions immédiates visant à obtenir l'arrêt de la torture de tous les prisonniers politiques et leur libération inconditionnelle avec garanties.

Nous réitérons notre forte solidarité avec le peuple du Nicaragua et en particulier avec toutes les forces démocratiques.

**Vie et liberté pour tous les prisonniers politiques !**

**Arrêtez la répression de la dictature d'Ortega !**

**Le peuple du Nicaragua a droit à la démocratie, à la justice et à la paix !**